

Les politico-militaires conviés au Qatar

Ma position est donc claire. Ils font tout pour dominer les autres. Les partenaires ignorent les réalités de ce pays-là. Au niveau de notre regroupement, nous avons déjà tiré la sonnette d'alarme. Nous avons dit que cette transition est un échec. Il était question de penser de nouvelles stratégies pouvant permettre de mettre de nouvelles structures en place. Les partenaires avec lesquels on a eu à évaluer les neuf (09) mois de transition reconnaissent l'échec en cours mais ne réagissent pas pour nous aider à améliorer les choses. Il n'y a donc aucune sincérité dans tout cela. Nous avons été gérés dès le début dans le mensonge. Depuis le père et maintenant c'est au tour du fils. Il ne peut pas faire autre chose que ce qu'il a appris de son géniteur. Ils ont minutieusement étudié les stratégies pour ne plus céder le pouvoir aux autres. Ils se sont réunis pour cela. Dommage que bon nombre de Tchadiens ne se réveillent pas sur cela, surtout les cadres. Ceux-ci doivent se lever et barrer la route à ces analphabètes qui nous malmènent. Nous croyons qu'un jour le changement va venir et que le Tchad sera géré convenablement. Ils utilisent les armes mais nous, nous utilisons nos têtes et allons combattre jusqu'au bout.

Nous attendons du processus de dialogue les solutions qui vont permettre de redresser ce pays. Nous vivons une insécurité totale. Nous devons chercher à comprendre pourquoi certains Tchadiens cherchent les armes pour tuer d'autres. On se doit d'arrêter tous les conflits de tout genre. Pallier le problème de chômage de nos enfants et lutter contre l'insécurité alimentaire. Enrayer les violences basées sur le genre. En économie, on devrait réellement investir dans l'élevage et l'agriculture, les deux mamelles de l'économie tchadienne. Mais on constate que les tenants du pouvoir entretiennent les conflits éleveurs-agriculteurs. Nous devons mettre un terme à tout cela et réfléchir au développement de ce pays. Cela ne peut être corroboré que par notre système éducatif qui est complètement par terre. Un bon système éducatif est une condition sine qua non pour le redressement de ce pays. Voilà les problématiques qu'il faudra aborder lors des assises. Nous pourrions aller plus loin en revoyant les textes de la République. Surtout la Constitution, qui devra prôner par exemple la forme de l'Etat. Nous autres, espérons le fédéralisme pour ce pays. Nous devons tenir compte du contexte de chaque région pour que les gens vivent en paix. Laissons un Tchad vivable à nos enfants.

Pour terminer, j'espère que le gouvernement et les politico-militaires feront des efforts pour trouver un consensus. Bien que les vingt (20) propositions des groupes armés ne prennent pas en compte les autres forces vives de l'intérieur au Tchad, nous devons les accepter pour mieux avancer. Parce que c'est ce projet d'accord qui conditionne leur participation au grand dialogue. On cherche la paix et celle-ci n'a pas de prix. Enrayons le cycle infernal des conflits.

Dr. Ahmat Yacoub Dabio, président du Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme



« Il appartient au Président du CMT d'avoir un œil sur ce qui se passe avant qu'il ne soit trop tard »

En suivant l'évolution de la démarche, nous avons constaté que le processus est mal parti parce qu'il s'agit bien d'un processus de réconciliation qui ne se limite pas au pré-dialogue et au dialogue. Depuis octobre 2021, nous avons procédé à une réflexion sur le processus de la réconciliation et attiré l'attention des autorités

compétentes sur ce sujet. En novembre de la même année, nous avons remis une réflexion à certaines autorités notamment le ministre de la Réconciliation, Acheikh Ibn Oumar, avec lequel je me suis longuement entretenu le 5 février. Le 22 février, nous avons présenté notre étude, lors d'une conférence de presse, et avons conseillé de remettre sur le bon chemin le processus en appelant les autorités à réorganiser le pré-dialogue, mais c'est sans compter sur leur entêtement jusqu'au-boutiste.

Au lieu de nous écouter, il y a certains qui nous dénigrent. Et voilà les conséquences. Il y a une liste de 83 groupes parmi lesquels il y a 31 qui ont protesté, dans deux différents communiqués, pour n'avoir pas été conviés. C'est déplorable pour un pays dont le conflit date de six décennies (1963 – 2022) et qui devait avoir une expérience assez suffisante dans la gestion des conflits. C'est une honte pour le Tchad, une surprise pour la communauté internationale, surtout le Qatar, le pays hôte. On découvre le bordel total, excusez-moi du terme. Toutefois, il n'y a pas d'autre choix que de cesser les conflits et de réussir à tout prix la réconciliation.

Une des raisons, c'est grossir délibérément le nombre de politico-militaires pour se retrouver enfin avec une majorité qui doit valider la phase suivante, c'est-à-dire le dialogue de N'Djamena, car les partenaires ont promis de financer le dialogue après la réussite de la première phase.

En réalité, il y a à peine cinq des 83 mouvements qui ont une présence militaire sur le terrain avec un effectif total estimé à un peu moins de 6000 hommes, stationnés généralement dans le Sud de la Libye aux frontières tchadiennes. Mais il y a aussi environ 1 400 combattants démobilisés au Soudan et en Centrafrique appartenant à quelques mouvements dont les chefs ont déjà rallié comme l'UFCD et l'UFDD/D, le FSR, le FUC, etc. ou en instance de ralliement. Les cinq ayant une présence militaire sont entre autres, le CCMSR (Conseil de Commandement Militaire pour le Salut de la République) dirigé par Rachid Mahamat Saleh dans le Sud de la Libye ; le FACT (Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad), dirigé par Mahdi Mahamat avec environ 1 500 combattants dans le sud de la Libye ; l'UFR (Union des Forces de la Résistance), dirigé par Timane Erdimi, toujours au sud Libye ; l'UFDD (Union des Forces pour la Démocratie et le Développement, dirigé par le général Mahamat Nouri, dans le sud de la Libye et le FNDJ (Le Front de la Nation pour la Démocratie et la Justice), dirigé par Abakar Tollimi.

En tout cas, ce qui s'est passé à Doha prouve à suffisance que la stratégie de nos responsables politiques n'est pas rassurante. Les partenaires avec lesquels nous échangeons commencent à exprimer quelques réserves.

Je ne crois pas à la sincérité du gouvernement qui, au lieu d'exprimer un regret pour la honte de Doha, continue à se réjouir de sa stratégie et à s'attaquer à tous ceux qui le conseillent à remédier aux erreurs. Je crois qu'il appartient au Président du CMT d'avoir un œil sur ce qui se passe avant qu'il ne soit trop tard, car les Tchadiens ont besoin d'un processus de paix sérieux.

Franchement, j'étais parmi les premiers ayant défendu – naïvement- la volonté du gouvernement de produire une stratégie autre que la fa-

meuse politique de « la main tendue » chère au MPS. Avec le recul, je dois dire que le Tchad aura encore un long chemin devant lui pour concrétiser une paix réelle.

Il ne faut rien attendre du dialogue de Doha, car le gouvernement va foncer tout droit et rien ne l'arrête si l'objectif est seulement d'obtenir l'adhésion à sa stratégie d'un nombre important de mouvements dits politico-militaires. Tout son souci est de prouver à la communauté internationale la validation de la tenue du dialogue et s'attendre au financement qui s'élève à des milliards de FCFA.

Dès le départ, il faut savoir par où faut-il commencer pour concrétiser la paix à travers un processus sérieux et apolitique de réconciliation, cet espoir tant attendu par le peuple tchadien, et sans laquelle la stabilité et le développement redeviennent impossibles. Avant toute organisation d'un processus de réconciliation, il faut chercher à répondre aux questions importantes suivantes : quel est le nombre de mouvements politico-militaires et où se trouvent-ils ? Répertoire les conditions des politico-militaires et engager des discussions secrètes avant le pré-dialogue. Sommes-nous préparés à assurer le transport, l'hébergement, la restauration des responsables des mouvements politico-militaires pendant le dialogue ? Avons-nous étudié la facilitation de l'intégration, la réintégration ou la réhabilitation rapide de ceux qui le méritent ? Sommes-nous prêts à assurer l'intégration dans l'armée de ceux qui sont aptes ? Enfin, comment allons-nous assurer la réinsertion de tous les revenants ? Cela veut dire qu'il faut un projet ambitieux de construction de logements et de la formation professionnelle de ceux qui reviennent, qu'ils soient des combattants, des réfugiés ou de la diaspora. Ce dernier volet essentiel a toujours été minimisé par les pouvoirs tchadiens. Or, le devoir d'un Etat normal est d'assurer au citoyen au moins la santé, l'emploi, la sécurité, le logement et l'éducation. Nous pouvons nous inspirer des exemples du Maroc, de l'Algérie, de la Colombie ou de deux pays du G5 sahel, en l'occurrence le Mali et le Niger qui se sont lancés, ces dernières années, dans la construction des logements sociaux gratuits destinés à reloger les désengagés, les déplacés et les villageois.

Dans la réflexion que nous avons menée, nous avons proposé quatre phases :

Le dialogue interne. Cette première phase doit concerner les partis politiques, la société civile, les mouvements sans présence militaire sur le terrain, les personnes ressources, les institutions indépendantes et celles de l'Etat...

Le dialogue avec les politico-militaires. Pour déblayer le terrain et rapprocher les points de vue des deux parties, une rencontre préliminaire doit se tenir en dehors du Tchad et ne doit concerner que les mouvements politico-militaires ayant de présence militaire sur le terrain et qui sont au nombre de cinq. Il convient de souligner que la cessation des hostilités en Libye pourrait constituer un bon signe pour le Tchad, car les mouvements rebelles tchadiens n'auront d'autre choix que de privilégier la réconciliation avec N'Djamena s'ils ne veulent pas disparaître comme ça été le cas des mouvements politico-militaires au Soudan après 2009. Et les affrontements de septembre 2021 ayant opposé le FACT à l'armée du maréchal Haftar démontrent à suffisance cette ana-

lyse. Car, avec l'implication de l'ONU qui exige la fin du conflit en Libye, il sera désormais impossible aux politico-militaires d'entretenir leurs bases arrières sur le sol libyen et également très difficile à s'engouffrer dans le territoire tchadien en raison de leurs fragmentations et les hostilités géographiques. Généralement installées au Sud de la Libye, les rébellions tchadiennes opèrent de temps en temps à l'intérieur du territoire tchadien avant de se replier. Des incursions incessantes ont eu lieu dans la localité tchadienne de Kouri-Bougoudi. La rencontre externe que nous proposons doit déboucher sur une feuille de route consensuelle.

Le dialogue avec la diaspora et les mouvements en exil. C'est l'occasion de faire le point sur le rôle de la diaspora tchadienne dans le développement socioéconomique. Ailleurs, la diaspora joue un rôle productif dans la création des activités génératrices des revenus (AGR). Selon une étude onusienne, en 2015, les envois de fonds par la diaspora vers leurs pays ont atteint 167 milliards de dollars, une somme supérieure au montant de l'aide publique au développement (APD). Cette étude a constaté que ces fonds ont surtout servi « à la consommation des familles et à des investissements individuels dans les pays d'origine ». Le moment est venu de se demander quel est la part opérée par la diaspora tchadienne ? Une conférence de la diaspora tchadienne permettra de solliciter son savoir-faire et en même temps de faire le point sur le rôle qu'elle a joué dans l'économie du pays et sa participation dans l'avenir.

La tenue d'une Conférence de paix et de réconciliation (CPR). Enfin, après avoir réuni tous ces éléments, la Conférence Nationale Souveraine pourrait se tenir avec succès. Par ailleurs, le dialogue ne doit pas prendre fin avec la réconciliation, mais il doit être une culture en continue pour promouvoir la paix. C'est pourquoi, nous proposons la mise en place d'un Conseil Supérieur d'Etudes et de Recherche sur la Prévention et la Gestion des Conflits (CSERPGC), composé des chercheurs, dont l'objectif est de mener de réflexions non seulement sur la prévention et la gestion des conflits, mais également sur le développement.

En tout cas, nous réagissons en tant qu'expert sans arrière-pensée. Nous appelons les autorités compétentes à saisir cette opportunité d'ouverture vers un dialogue profond qu'exige le peuple et d'éviter de jouer à la ruse dont la productivité finale n'honore pas le pays. Nous souhaitons de tout cœur la réussite du processus de réconciliation pour qu'en fin, notre génération qui a échoué, puisse offrir une paix à la jeunesse. C'est pourquoi, il faut que le gouvernement écoute notre expertise qui consiste tout d'abord à dissoudre toutes ces structures abritant plus de 700 personnes, de dépolitiser le dossier de la réconciliation et de le confier aux professionnels apolitiques. La création d'un ministère de réconciliation est une initiative salutaire, mais force est de reconnaître que l'institution reste toujours partie prenante associée au gouvernement en place. On aurait souhaité aussi la création rapide d'une institution indépendante dont l'objectif est de rapprocher et d'ajuster les positions des différentes parties, dirigée par un professionnel, à l'instar du Niger où il existe la Haute autorité à la paix et la stabilité (HAPS) et qui réalise un travail exceptionnel.

spirale infernale de violence et de guerre.

A en croire certains acteurs et observateurs de la scène politique qui se sont prêtés à notre jeu question-réponses dans ce débat, l'argent du contribuable tchadien est en train d'être dilapidé pour rien. En outre, ces "rebelles fabriqués" constitueront une lourde charge pour le Tchad. C'est dans ce méli-mélo que les partenaires du dialogue attendent eux aussi le moment opportun pour se prononcer. De toute évidence, le doute plane sérieusement sur Doha.

Steven

Le Point

Il n'y a rien de reluisant à l'horizon. A Doha au Qatar, le pré-dialogue titube sérieusement à cause de la pléthore des mouvements politico-militaires conviés aux assises dans le but de tracer les grandes lignes du Dialogue National Inclusif qui se tiendra le 10 mai prochain, selon le Président du Conseil Militaire de Transition, Mahamat Idriss Déby Itno. Au fur et à mesure que l'on avance, les perspectives se compliquent davantage. Et à l'allure où vont les choses, il est à parier sur la signature de l'accord de Doha par les véritables forces armées à savoir : le FACT, l'UFDD, l'UFR, le CCMSR, etc. qui sont

mis en minorité au profit des arrivistes et autres charlatans.

C'est d'ailleurs un secret de Polichinelle, parmi les cinquante-deux mouvements des politico-militaires, à peine cinq seulement sont effectivement sur le terrain. Le but avoué de ceux qui ont créé de toutes pièces les autres groupes armés pouvant leur permettre de faire monter les enchères à l'aune du grand Dialogue en vue, s'inscrit donc dans une rhétorique classique des "saigneurs de la guerre" et des apprentis-sorciers. Lesquels veulent coûte que coûte maintenir le pays dans la